

REVUE INTERNATIONALE DE PHILOSOPHIE

MIRI



Indexation



ESJI
www.ESJIndex.org

Eurasian
Scientific
Journal
Index

ASCI
Asian Science Citation Index

zenodo

REVUE SEMESTRIELLE / N° 009 / DECEMBRE 2025

ISSN : 1987-1538

E-mail : revuemiri09@gmail.com

Tel. +237 6 99 56 34 79 / +223 75 35 97 82

Bamako - Mali

PRESENTATION

La Revue Internationale de Philosophie (Miri) est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d’Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d’innover la recherche en histoire de la philosophie, philosophie de la logique, philosophie du langage, métaphysique, épistémologie, philosophie des sciences, philosophie morale et politique, esthétique, philosophie du droit, histoire des idées, philosophie de l’environnement, théologie et en ontologie.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation de la recherche philosophique à travers le partage des résultats d'avancées scientifiques, l'innovation thématique, et la culture de l'esprit critique.

Son objectif spécifique est de redynamiser la production des thématiques pertinentes sur les réalités sociales africaines, les théories de la connaissance, la philosophie du développement, la philosophie des médias, la crise de l'identité de l'Afrique moderne, la philosophie de l'information et la pensée philosophique africaine.

EQUIPE EDITORIALE

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Belko OUOLOGUEM (Mali)

DIRECTEUR ADJOINT

Pr Sékou YALCOUYE (Mali)

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr Mahamadé SAVADOGO (Professeur des universités, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Yodé Simplice DION (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boiny de Cocody-Abidjan),

Pr Jean Maurice MONNOYER (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Mounkaila Abdo Laouli SERKI (Professeur des Universités Abdou Moumouni de Niamey)

Pr Samba DIAKITÉ (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Isabelle BUTERLIN (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Yao Edmond KOUASSI (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Akissi GBOCHO (Professeur des universités Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire)

Pr Gbotta TAYORO (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boiny de Cocody-Abidjan)

Pr Blé Marcel Silvère KOUAHO (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Abdoulaye Mamadou TOURE (Professeur des universités UGLC SONFONIA, Conakry, Guinée)

Pr Jacques NANEMA (Professeur des universités Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Nacouma Augustin BOMBA (Maitre de conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maitre de conférences, ENSup, Mali)

Dr Souleymane KEITA (Maitre de Conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

COMITE EDITORIAL

Pr Sigame Boubacar MAIGA (Philosophie, Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Siaka KONÉ (Philosophie, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim Amara DIALLO (Philosophie, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Oumar KONÉ (Philosophie, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Amadou BAMBA (Economie, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali)

Dr Eliane KY (Philosophie, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Samba SIDIBE (Philosophie, Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

M. Souleymane COULIBALY (Philosophie, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

REDACTEUR EN CHEF

Dr Mahmoud ABDOU (Philosophie, Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

COORDINATRICE

Dr Palaï-Baïpame Gertrude (Histoire, Université de Douala, Cameroun)

COORDINATEUR ADJOINT

M. Fousseyni BAGAYOKO (Informaticien, responsable technique de la Revue)

POLITIQUE EDITORIALE

La revue internationale de Philosophie (MIRI) est une revue qui paraît deux (2) fois l'année et publie des textes qui contribuent au progrès de la connaissance dans tous les domaines de la philosophie et des sciences humaines. Revue MIRI publie des articles de qualité, originaux, de haute portée scientifique et des études critiques.

« Pour qu'un article soit recevable comme publication scientifique, il faut qu'il soit un article de fond, original et comportant : une problématique, une méthodologie, un développement cohérent, des références bibliographiques. » (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur CAMES)

- ✓ La bibliographie doit être présentée dans l'ordre alphabétique des noms des auteurs.
- ✓ Classer les ouvrages d'un même auteur par année de parution et selon leur importance si des ouvrages de l'auteur sont parus la même année.
- ✓ Tous les manuscrits soumis à la revue MIRI sont évalués par au moins trois chercheurs, experts dans leurs domaines respectifs.
- ✓ Suite à l'acceptation de son texte, l'auteur-e s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant poursuite du reste de la procédure.
- ✓ Un texte ne sera pas publié si, malgré les qualités de fond, il implique un manque de rigueur sémantique et syntaxique.
- ✓ Chaque auteur reçoit son Tiré à part dès la publication du numéro.
- ✓ Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont exclusivement réservés à la revue MIRI.
- ✓ Après le processus d'examen, l'éditeur académique prend une décision finale et peut demander une nouvelle évaluation des articles s'il a des présomptions sur la qualité de l'article.

SOMMAIRE

1. KOUYATÉ Alou, NASSOKO Lassana	
Les médias à l'épreuve de la pensée philosophique contemporaine.....	1
2. Domèbèimwin Vivien SOMDA	
Éducation et crise écologique en l'ère de l'anthropocène.....	20
3. Assindah MAGNETINE, Bahan LANDJERGUE	
La vie socio-économique à l'épreuve de la crise sécuritaire dans la préfecture de Kpendjal au Nord-Togo.....	40
4. IDI OUNFANA Nassirou	
La philosophie de la paix : entre Etat de droit démocratique et insécurité au sahel.....	57
5. KOFFI Lopez Emmanuel Oscar	
Morale et religion : prolégomènes à un humanisme laïc.....	71
6. Okon Bernardin DJOUPO	
L'heure africaine : Déconstruire une habitude temporelle en Afrique pour une temporellité authentique avec Heidegger.....	84
7. Gabriel VANNA	
Le numérique au-delà d'une révolution historique : introduction à la fabrique philosophique de la culture perceptive.....	100
8. Bah Leger KOUADIO	
Karl Marx et Amartya sen : convergences et divergences dans l'analyse du capitalisme.....	114
9. Adjoua Marie Jeanne KONAN, Antoine KOUAKOU	
Coopération verticale/multilatérale et développement durable des états africains.....	132
10. Jean Désiré SAWADOGO	
Qu'on est si bien sur sa propre natte : Autonomie et développement endogène dans la pensée de Joseph KI-Zerbo.....	149

11. *Affoué Valery-Aimée TAKI*

Et si la nature avait un visage : réflexion lévinassienne sur un écologisme humaniste..**166**

12. *Dieudonné Achille Ozi GAGBÉI*

Un regard sur la participation démocratique du chrétien dans les États africains.....**178**

13. *MASSIKINI MOKEKA Jean-Pierre*

Réflexions sur les rapports juridiques entre le pouvoir central et les provinces en République Démocratique du Congo.....**192**

14. *Huédoté Fernand HOUNTON*

Des fondements philosophiques de la notion de programme génétique : entre cause finale et cause formelle.....**212**

15. *Mahmoud ABDOU*

Identités culturelles : entre conflits et nécessité d'un mieux vivre-ensemble.....**229**

16. *Antoine BORUGH-BU-DJORH*

La souveraineté des Etats africains à l'épreuve des coups d'Etat militaires : entre émancipation et néocolonialisme.....**241**

LA VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SÉCURITAIRE DANS LA PRÉFECTURE DE KPENDJAL AU NORD-TOGO

Assindah MAGNETINE

Université de Kara (Togo)

magnetine13@yahoo.fr

Bahan LANDJERGUE

Université de Kara (Togo)

Bahanlandjergue@gmail.com

Résumé

La présente recherche s'inscrit dans la problématique des crises sécuritaires et leurs implications dans la plupart des pays d'Afrique. Dans le contexte togolais où cette étude est menée, les conditions de vie des populations de la préfecture de Kpendjal préoccupent les chercheurs de la gouvernance sécuritaire. L'étude analyse la vie socio-économique des populations sous menace des extrémistes violents. Pour y parvenir, la méthode qualitative, la méthode quantitative et la recherche documentaire ont été mises à contribution. À l'issue de la recherche, il ressort de l'analyse que la crise sécuritaire a davantage affaibli la capacité de la population de la préfecture de Kpendjal à répondre à ses besoins sociaux et économiques, elle a entraîné le ralentissement des activités sociales et économiques dans ladite localité malgré les moyens sécuritaires déployés par l'Etat et la contribution des ONG pour rapporter la paix dans la zone.

Mots clés : crise sécuritaire, vulnérabilité, extrémisme violent, FDS, préfecture de Kpendjal.

Abstract

This research is part of the problematic of the security crisis and its implications in most African countries. In the Togolese context where this study is conducted, the living conditions of the populations of the Kpendjal prefecture are of concern to researchers of security governance. This study analyzes the socio-economic life of populations under threat from violent extremists. To achieve this, the qualitative method, the quantitative method and documentary research were used. At the end of the research, the analysis reveals that the security crisis has further weakened the capacity of the population of the Kpendjal prefecture to meet its social and economic needs, it has led to the slowdown of social and economic activities in the Kpendjal prefecture despite the security means deployed by the State and the contribution of NGOs to restore peace in the zone.

Keywords: security crisis, vulnerability, violent extremism, FDS, Kpendjal prefecture

Introduction

La situation sécuritaire en Afrique, notamment en Afrique de l’Ouest, devient préoccupante avec la montée de l’extrémisme violent, menaçant développement, stabilité et paix. Si le terrorisme puise ses racines au Moyen-Orient, son essor en Afrique de l’Ouest débute en 2012 après la crise libyenne. Les principaux groupes impliqués incluent le GSIM au Niger, AQMI au Sahel, MUJAO, Boko Haram et Ansaru au Nigeria et Cameroun, l’EIGS au Mali, Niger et Burkina Faso, Ansar Dine, et divers groupes se réclamant de l’État islamique au Burkina Faso. Les causes, selon plusieurs auteurs, sont complexes : misère, corruption, chômage, faible présence étatique, mauvaise gouvernance et systèmes de sécurité défaillants (PNUD, 2016, p.15-17). Ces facteurs, combinés à des frontières poreuses et des conflits communautaires non résolus, facilitent le recrutement par les terroristes.

Pour contrer ce fléau, des mécanismes militaires comme la Force Multinationale Mixte (FMM), le G5 Sahel (ONU, 2022) et des soutiens occidentaux, notamment la Force Barkhane, l’ARICOM et la MINUSMA (DFAE/DCAF, 2022), ont été déployés, malgré des critiques liées à la souveraineté nationale. En réponse, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont formé l’Alliance des États du Sahel (AES) le 16 septembre 2023, visant une défense collective robuste contre les menaces djihadistes (UNDP, 2023, p.5-16).

Au Togo, la préfecture de Kpendjal, située à la frontière du Burkina Faso et du Bénin, demeure vulnérable en raison de sa pauvreté extrême (65,1% – INSEED, 2020), du chômage persistant, des conflits locaux exacerbés et des effets dévastateurs des changements climatiques (PURS, 2023). Face à cette situation, l’État togolais a lancé l’opération Koundjoaré, mobilisé le Bataillon d’Intervention Rapide (BIR) et le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l’extrémisme violent (CIPLEV), tout en collaborant avec des ONG pour sensibiliser les communautés et apporter un soutien concret aux populations affectées (E. Ouro Bitasse et al., 2023, p.33-50).

Malgré ces efforts, Kpendjal reste une cible privilégiée des attaques, avec 64 morts récemment recensés, rendant urgente une analyse approfondie des impacts socio-économiques de cette crise sur les habitants de la région. Cette recherche donc s’attache à examiner l’étendue du bouleversement de la vie socioéconomique par la crise sécuritaire dans la préfecture de Kpendjal au Nord-Togo et s’articule autour de trois parties principales. Dans un premier temps, nous présenterons le cadre de référence théorique, en nous appuyant sur la théorie de la vulnérabilité de Michael Wisner (2004) et la théorie de la violence légitime de Max Weber (1922), pour analyser les bouleversements socioéconomiques et sécuritaires dans la préfecture

de Kpendjal. Ensuite, nous exposerons les méthodes et le matériel mobilisés, combinant recherche documentaire, approches qualitative et quantitative, ainsi qu'une présentation détaillée de la zone d'étude. Enfin, dans une troisième partie, nous analyserons les résultats et discuterons des effets de la crise sécuritaire sur le quotidien des populations, en mettant en lumière le renforcement de leur vulnérabilité et les réponses apportées par l'État togolais face aux attaques terroristes.

1. Cadre de référence théorique

Le bouleversement de la vie socioéconomique et le renforcement de la dégradation des conditions de vie de la population de la préfecture de Kpendjal au nord du Togo, suite à l'apparition des extrémistes violents, sont analysés à l'aune de la théorie de la vulnérabilité de Michael Wisner (2004) et de la théorie de la violence légitime de Max Weber (1922). Le premier modèle d'analyse met en évidence plusieurs dimensions de la vulnérabilité observées dans la préfecture de Kpendjal, notamment : la vulnérabilité physique, liée à l'exposition aux risques matériels ; la vulnérabilité économique qui résulte de ressources financières limitées pour se protéger ou se reconstruire ; et la vulnérabilité sociale, qui renvoie à la capacité des populations à s'organiser et à répondre efficacement à une situation de crise. Ce modèle permet dans cette recherche de saisir comment la crise sécuritaire a bouleversé le quotidien des populations en accentuant sa vulnérabilité.

Le second modèle d'analyse (M. Weber, 1922) définit l'État moderne par sa capacité à monopoliser l'usage de la violence, c'est-à-dire à détenir le pouvoir exclusif de recourir à la force pour maintenir l'ordre et la loi, dans un cadre légal. Il distingue la violence légitime, exercée par l'État, et la violence illégitime, ici utilisée par des groupes terroristes. Ainsi, les attaques terroristes dans cette préfecture constituent une menace face à laquelle l'État revendique son monopole de la violence légitime, sécurisant cette préfecture par les forces de défenses et de sécurité. Cette approche de Weber permet de saisir comment l'État cherche à imposer son autorité pendant que les groupes terroristes exercent une violence illégitime pour contester cet ordre. Cette théorie aide à comprendre la complexité des rapports de force dans cette préfecture, où l'État lutte pour conserver sa légitimité tout en répondant à la menace terroriste.

2. Méthodes et Matériel

La recherche documentaire, la méthode qualitative et la méthode quantitative sont combinées pour la compréhension du fait traité dans la présente recherche. La préfecture de Kpendjal a servi de cadre pour la collecte des données quantitatives et qualitatives.

2.1. Méthodes

L'analyse documentaire a porté sur une exploitation approfondie des divers éléments matériels et immatériels de premières mains (reportages, rapports, journaux, documentaires, objets) en lien avec le terrorisme et l'extrémisme violent. Les documents spécifiques analysant le mode d'intervention et les stratégies des forces de défenses et de sécurité, des organisations non gouvernementales et des sociétés civiles dans la lutte contre les terroristes au Togo et ailleurs ont fait l'objet d'analyse de contenu.

L'approche qualitative a nécessité la combinaison des techniques d'échantillonnage par choix raisonné et la boule de neige ou en réseau pour sélectionner les groupes cibles. Ceci a permis de sélectionner et d'enquêter par un guide d'entretien, 40 personnes dont dix (10) autorités locales (le préfet, les maires, les chefs de cantons, les chefs traditionnels, les chefs religieux), quinze (15) agents des forces de défense et de sécurité, cinq (5) membres du CIPLEV, trois (3) acteurs d'ONG, quatre (4) responsables de la société civile (OSC : les CVD, les CCD, les CDQ) et trois (3) professionnels des médias. Les données qualitatives recueillies ont fait l'objet de l'analyse de contenu manuel.

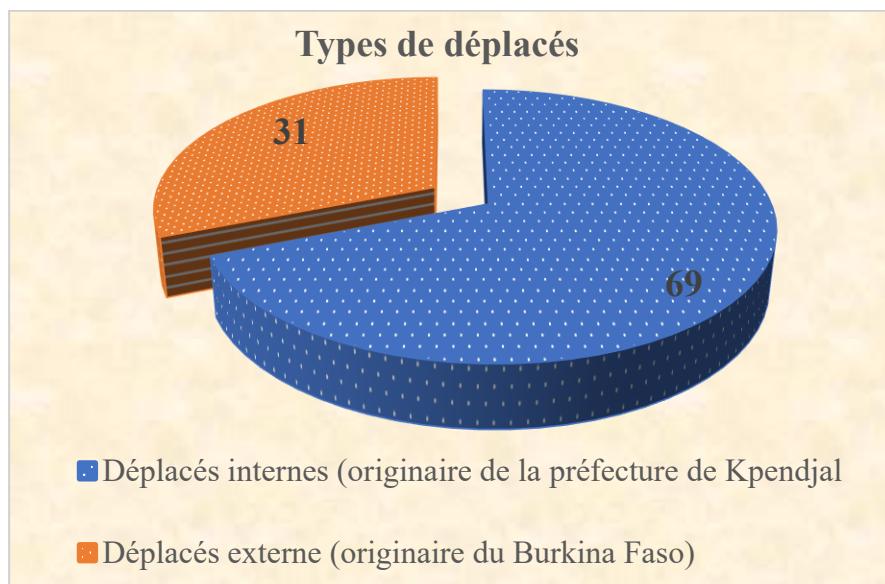
Quant à l'approche quantitative, la technique d'enquête par un questionnaire semi-structuré a permis d'enquêter 187 personnes à travers les zones d'accueils des déplacés. L'échantillon s'est constitué sur la base de la technique aléatoire simple. Elle est prélevée sur une échelle de 1/100 de l'effectif total des personnes délocalisées de 18 700 personnes réparties dans les communes de Kpendjal 1 et 2, d'après le rapport de la Coordination nationale d'assistance des personnes réfugiées et déplacées (CNAR, 2023). La taille de l'échantillon des déplacés se présente comme suit : **N** : population totale des réfugiés = 18 700 ; **n** : taille de l'échantillon = 1/100. **PTr** = N/n ; **PTr** = 18 700*1/100 = 187.

Tableau N°1 : Répartition des civils enquêtés par zone d'accueil

Communes d'accueil des déplacés	Fréquences	Pourcentages
Kpendjal 1(Mandouri)	93	49,7
Kpendjal 2 (Borgou)	94	50,3
Total	187	100,0

Source : enquête de terrain (2024)

En observant les résultats recueillis et consignés, dans le tableau ci-dessus, 50,3% de déplacés enquêtés résident dans la commune de Kpendjal 2 (Borgou), et 49,7% se concentrent dans la commune de Kpendjal1 (Mandouri). Au vu de ces résultats, la commune de Kpendjal 2 accueille légèrement plus de déplacés que la commune de Kpendjal 1. Par contre, l'origine des déplacés n'est pas homogène.



Source : enquête de terrain (2024)

Graphique N°1 : Répartition des déplacés selon leur origine

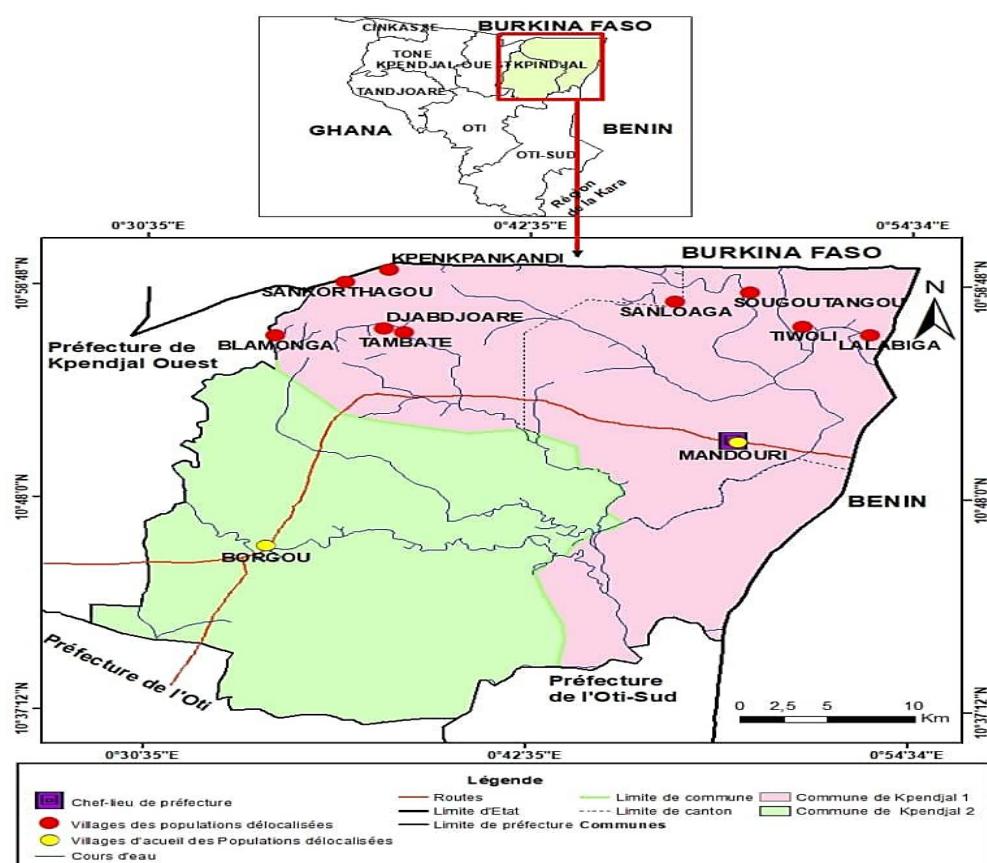
D'après le graphique n°1, la majorité, soit 69% des déplacés enquêtés sont des togolais originaires de la préfecture de Kpendjal. En revanche, 31% des enquêtés proviennent du Burkina Faso. De l'analyse de ce graphique, nous pouvons conclure qu'on y retrouve à la fois dans les zones d'accueils, les déplacés internes c'est-à-dire ceux de la localité, mais aussi les déplacés venus des pays voisins, principalement le Burkina Faso.

2.2. Matériel

Située dans la région des Savanes, la préfecture de Kpendjal s'étend à 179 mètres d'altitude au nord-est du Togo dans la région des Savanes, avec une superficie de 1738 km². Elle fait 10°50'0" N et 0°37'0" E en DSM (degrés, minutes, secondes). Elle est limitée au nord par le Burkina Faso (province de Koulpelogo), à l'Ouest par la préfecture de Kpendjal-Ouest, à l'Est par le Bénin et au sud par la préfecture de l'Oti. Le choix de cette préfecture pour cette recherche s'explique par sa proximité géographique avec le Burkina Faso et le Bénin, faisant d'elle le terreau fertile des attaques terroristes.

Grâce à la décentralisation et à la subdivision administrative, cette préfecture compte deux communes. La commune Kpendjal 1 est subdivisée en trois (3) cantons : Mandouri, chef-lieu de la commune, Koundjoaré et Tambigou. La commune Kpendjal 2 compte un canton, Borgou chef-lieu de la commune. Toutefois, les populations des communes affectées par ces attaques sont entre autres : Lalabiga, Tiwoli, Sougtangou, Sankortchagou, Kpenkankandi, Sanloaga etc. On y retrouve en revanche les zones d'accueil parmi lesquelles se trouvent Mandouri et Borgou. (Figure 1)

Carte N°1 : Présentation de la préfecture de Kpendjal



Source : Fond de carte à partir des données de Open streemap, réadapté par B. Landjergue

3. Résultats et discussion

3.1. Quotidien de la préfecture de Kpendjal avant la crise sécuritaire

La préfecture de Kpendjal se distingue par ses activités rurales. Les habitants dépendent principalement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du commerce. Les produits agricoles dominants sont les aliments de base comme le manioc, le riz, l'igname, le maïs et quelques cultures de rente orientées vers l'exportation comme le coton et le soja. Cette agriculture est confrontée à d'importants risques liés au changement climatique, avec une hausse des températures et une aggravation des sécheresses. Ces conditions ont fortement impacté de nombreux produits de rente, notamment le coton dont la production a chuté depuis belle lurette.

La mauvaise répartition des pluies, la dégradation des sols et la déforestation concourent à la baisse de la productivité de l'ensemble du secteur agricole, d'autant plus que celui-ci repose en grande partie sur un système pluvial et une adoption technologique limitée.

Pourtant, les activités agricoles, l'élevage et le commerce constituent les principales sources de revenus dans cette préfecture comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous :

Tableau N°2 : Tableau croisé entre activités économiques et revenu mensuel

Activités		Revenu				Total
		30 000F à 40 000F	10 000 à 20 000F	20 000F à 30 000F	Moins de 10 000F	
Agriculture	Effectif	45	18	0	0	63
	% du total	24,1%	9,6%	0,0%	0,0%	33,7%
Élevage	Effectif	0	36	12	0	48
	% du total	0,0%	19,3%	6,4%	0,0%	25,7%
Pêche	Effectif	0	0	40	0	40
	% du total	0,0%	0,0%	21,4%	0,0%	21,4%
Commerce	Effectif	0	0	19	1	20
	% du total	0,0%	0,0%	10,2%	0,5%	10,7%
Artisanat	Effectif	0	0	0	16	16
	% du total	0,0%	0,0%	0,0%	8,6%	8,6%
Total	Effectif	45	54	71	17	187
	% du total	24,1%	28,9%	38,0%	9,1%	100,0%

Source : enquête de terrain (2024)

À travers les données ci-dessus, on remarque la fragilité de l'économie locale. Puisque, 33,7% désignent l'agriculture comme leur principale activité économique qui les procure un revenu compris entre 30 000 à 40 000F CFA soit 24,1% ; 25,7% parlent de la pratique de l'élevage qui procure un revenu compris entre 10 000F à 20 000F CFA ; 21,4% citent la pêche, qui rapporte un revenu compris entre 20 000 à 30 000F CFA. Le commerce constitue une des activités économiques exercée par 10,7% qui apporte un revenu compris entre 20 000 à 30 000F CFA soit 10,2% ; et la dernière activité économique est l'artisanat et est exercée par 8,6% avec un revenu de moins de 10 000F CFA par pratiquant mensuellement.

Les données du tableau sont confrontées à un test de l'analyse de la variance ci-dessous en vue de tirer les meilleures conclusions sur la dépendance ou non des populations des activités énumérées.

Tableau N°3 : teste de l'analyse de la variance ANOVA

ANOVA					
Revenu					
	Somme des carrés	ddl	moyen	F	Sig.
Intergroupes	141,942	4	35,485	283,172	0,000
Intragroupes	22,807	182	0,125		
Total	164,749	186			

Source : B. Landjergue, construit à partir de SPSS (Version 21)

En effet, pour se prononcer sur la relation entre deux variables, par exemple X et Y, on compare le Fisher calculé au Fisher lu sur la table à K-1 et N-K degré de liberté puis on conclut. Si d'après les résultats, F calculé est supérieur à F lu, on conclura que Y dépend de X sinon, on dira que X et Y sont indépendants.

n1 : nombre de modalités de la variable dépendante n1=5, **n2** : nombre de modalités de la variable indépendante n2=4. Dans le cadre de cette recherche, en prenant n1=5 et n2=4 dans la table de Fisher au seuil de 5%, on trouve la valeur lue 6,26. La valeur calculée (283,17) étant supérieure à 6,26, on peut conclure que le revenu mensuel des habitants de cette préfecture dépend de l'existence des activités économiques pratiquées. Ces résultats semblables à ceux obtenus par l'Agence Nationale de la Protection Civile admet également que,

L'agriculture, l'élevage, la pêche sont les principales activités économiques des populations de la préfecture de Kpendjal. Ainsi, dans le classement de certaines zones en aires protégées, seule une partie des terres sont disponibles pour l'agriculture dont les principales cultures vivrières sont : le mil, le sorgho, le maïs, le haricot, l'igname, le riz, le voandzou, le soja, etc. (ANPC, 2022, p. 10).

Le revenu mensuel dépendant essentiellement des activités agricoles, on s'attend à ce que les populations multiplient et étendent les activités champêtres pour tirer plus de bénéfices. Tels ne sont pas les cas, car cette activité est confrontée à des aléas climatiques et la pauvreté des sols.

L'Institut togolais de recherche agronomique dans une étude réalisée en 2018 dans la région affirmait que 80% des sols cultivables sont pauvres en potassium, en phosphore et aussi en matière organique et accentue la vulnérabilité de cette activité principale des populations. Or, les activités économiques principales, étant essentiellement agricoles et élevages, la pauvreté des sols et la crudité des conditions climatiques rendent les conditions de vie difficiles dans cette préfecture par manque des infrastructures adéquates pouvant inciter les populations à faire autres choses que des activités champêtres.

Les lacunes en matière d'infrastructures de transport et d'énergie entravent la création des micros entreprises locales. La préfecture de Kpendjal est à la traîne en termes d'infrastructures de transport, d'énergie et d'eau, ce qui exacerbe sa vulnérabilité déjà élevée. Par exemple, alors que le taux d'électrification moyen national est de 57 %, il n'est que de 25 % dans cette localité (Gouvernement Togolais, 2025). Or, la Feuille de route gouvernementale (2020-2022) mettait l'accent sur l'inclusion sociale et la répartition équitable des initiatives gouvernementales dans l'ensemble du pays, et donnait la priorité à l'industrialisation. Cependant, l'observation des faits, combinée aux données précédemment exposées, révèle que la volonté politique affichée par le gouvernement togolais peine à se traduire concrètement dans la préfecture de Kpendjal. La résultante de tout ce qui précède est l'apparition des groupes extrémistes violents dans les villages et quartiers pour recruter d'éventuels candidats au djihad mais également l'exode massif des jeunes à la recherche des meilleures conditions de vie ou échapper à leur enlèvement.

3.2 Effets de la crise sécuritaire sur le quotidien des populations

Il est indéniable aujourd'hui que la situation sécuritaire de la préfecture de Kpendjal est devenue très préoccupante en raison des attaques régulières des terroristes. Le phénomène a eu des incidences sur plusieurs aspects de la vie, notamment les domaines social, économique, et

culturel. En effet, les violences terroristes ont entraîné le ralentissement des activités sociales et économiques dans la préfecture de Kpendjal, affaiblissent les relations sociales comme le démontre le tableau ci-dessous :

Bouleversement du quotidien	Effectifs	Pourcentages
Plan social	98	52,5
Plan économique	65	34,7
Plan culturel	24	12,8
Total	187	100

Source : enquête de terrain (2024)

Selon les données présentées dans le tableau ci-dessus, 52,5 % des personnes enquêtées déclarent que les attaques terroristes ont profondément bouleversé leur vie quotidienne sur le plan social dans la préfecture de Kpendjal ; 34,7 % évoquent un impact significatif sur le plan économique, tandis que 12,8 % affirment ne plus se reconnaître dans leur environnement culturel. Ces résultats témoignent d'une perturbation notable des dynamiques sociales, culturelles et économiques, induite par les attaques terroristes. C'est ce qu'on peut constater dans ce verbatim :

Les attaques terroristes ont vraiment perturbé notre manière de vivre dans cette préfecture, elles ont affecté l'éducation de nos enfants, car nous avions fui pour venir rester dans les milieux sécurisés, détruit notre bétail, nos cultures et bien d'autres choses. Les marchés sont fermés, personne n'est plus là-bas. Du coup, il n'y a plus de commerce. En ce qui concerne les fêtes, les mariages, les funérailles, les activités religieuses, tout est dans le suspense. Pour le moment, nous vivons juste pour assurer notre sécurité (Enquête de terrain, avril 2024).

En effet, les attaques terroristes ont perturbé et continuent de perturber l'organisation sociale de la population de la préfecture de Kpendjal sur divers plans. Sur le plan social, la perturbation de l'éducation des enfants dans les écoles avec des violences exercées sur le personnel enseignant, les déplacements intercommunautaires pour se soutenir mutuellement, la mobilité des populations pour échapper aux terroristes, les fêtes culturelles et religieuses interdites par ces extrémistes violents compromettent le vivre ensemble et la cohésion sociale.

Sur le plan économique, la destruction des champs et des cultures par les terroristes, la fermeture des marchés, l'arrêt de la production agricole, de la pratique de l'élevage, le vol de bétail par les terroristes pour leur alimentation et vente, sont à l'origine de la misère ambiante dans la préfecture incapable d'entreprendre quoi que ce soit pour gagner de l'argent pour se procurer les produits de première nécessité.

Au plan culturel, la chasse, les funérailles, les danses traditionnelles et les activités religieuses et les cultes sacrés dans les forêts, au fondement de la cohésion sociale de cette population et d'attachement aux valeurs ancestrales, connaissent tous des coups d'arrêt à cause de l'état d'urgence sécuritaire instauré dans la préfecture de Kpendjal. La théorie de la vulnérabilité sociale de Michael Wisner (2004) explique à suffisance cette situation vécue par la préfecture de Kpendjal et sa population. Pour ce modèle théorique, la vulnérabilité regroupe plusieurs dimensions : la dimension physique (l'exposition aux risques physiques), la vulnérabilité économique (les ressources financières limitées pour se protéger ou se reconstruire), et la vulnérabilité sociale (la capacité de s'organiser et de répondre à une crise).

La crise sécuritaire, qui affecte le quotidien de cette préfecture, a induit toutes les dimensions développées par ce modèle. Le rapport du programme des Nations-Unies n'en dit pas moins lorsqu'il évoque la perte des liens sociaux, le manque de cohésion sociale, le banditisme, le vol de bétail, etc., comme effets de la crise sécuritaire partout où elle sévit (PNUD, 2020).

3.3 Renforcement de la vulnérabilité par la crise sécuritaire dans la préfecture de Kpendjal

La crise sécuritaire, signalée pour la première fois en 2019 lors d'une attaque contre un poste mobile dans la province de Bourgou au Burkina non loin de la frontière du Togo, a rapidement gagné les communes des préfectures dans la région des Savanes. Les menaces et les attaques ont plongé le pays dans une effroyable situation d'insécurité. En effet, la rapide progression des terroristes dans cette zone s'explique par la présence non constante de l'État. Elle se manifeste par la porosité des frontières, liée à la faible présence des forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières, ainsi que par l'insuffisance des infrastructures sociales de base, le chômage et la pauvreté. Déjà vulnérable, cette population a vu sa capacité à répondre à ses besoins sociaux davantage affaiblie par les attaques terroristes. Cette incapacité se fonde sur l'insécurité sociale, la terreur ou la psychose qui impactent le quotidien des populations. C'est ce que relate le verbatim suivant :

Nous avions fui dans nos milieux d'origine en laissant toutes nos affaires, que ce soit l'argent, nos ustensiles de cuisine ou nos vêtements, pour venir nous cacher dans le Borgou, car ici au moins nous sommes à l'abri des attaques djihadistes. Les terroristes ont détruit nos cultures, nos semences, nos maisons et ont même saisi notre bétail. (Enquête de terrain, avril 2024).

À l'analyse de ce constat, il est à retenir que les attaques terroristes ont renforcé la vulnérabilité de cette préfecture. En particulier, les attaques ont affecté les principales activités économiques notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les terroristes opèrent en saisissant les espaces agricoles leur servant d'abri et le bétail qui leur sert de nourriture et de moyens financiers. Cette situation s'explique par la théorie de la vulnérabilité sociale selon laquelle certains individus ou groupes sociaux sont plus exposés aux risques et moins résilients face aux perturbations que d'autres. L'avènement des attaques terroristes a plongé les populations de cette préfecture dans le désœuvrement, en ce sens qu'elles ne disposent plus de revenus ni de logement et de ravitaillement pour subvenir à leurs besoins. La situation sécuritaire précaire a constraint les populations à vider les villages, les contrées et à se réfugier dans les milieux sécurisés laissant derrière elles leurs habitations, leurs champs et leurs greniers.

Mais face aux incursions terroristes, le gouvernement n'est pas resté les bras croisés. Il a entrepris un ensemble de mesures visant d'une part, à mieux sécuriser les frontières et d'autre part à désamorcer les germes de ce qui peut être considéré comme risques ou vulnérabilités à l'extrémisme violent et la radicalisation.

Répartition des enquêtés selon leurs perceptions sur les mesures et action de l'Etat face aux attaques terroristes

Mesures et actions de l'État	Fréquence	Pourcentage
Opération Koundjoaré	105	55,9
CIPLEV	32	17,0
Apport des vivres, des non-vivres et des soins médicaux	50	26,6
Total	187	99,5

Source : enquête de terrain (2024)

Le tableau ci-dessus énumère les différents mécanismes de l'État connus par les populations de la préfecture de Kpendjal comme un effort salutaire pour contrer et atténuer la crise. Sur un effectif de 187 enquêtés, la majorité soit 55,9% soulignent l'existence de l'opération Koundjoaré dans leur préfecture ; 26,6% soutiennent qu'en dehors de l'opération Koundjoaré, l'État soutient les populations victimes des attaques par des vivres, les non-vivres, les soins médicaux. Le comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est une action de l'État exprimé par 17% des enquêtés. De l'analyse de ce tableau, il ressort que l'État a déployé des mesures pour lutter contre les attaques terroristes dans la préfecture de Kpendjal. Il convient de préciser que l'État a non seulement déployé des mesures

à caractère sécuritaire, mais aussi des actions pour soutenir les populations victimes, selon un enquêteur de source sécuritaire :

L'opération Koundjoaré est un dispositif sécuritaire qui rassemble les militaires, les gendarmes, les policiers et qui vise à mettre « hors d'état de nuire » les groupes terroristes. Le CIPLEV est un comité composé à la fois des civiles et des militaires, qui vient en appui au dispositif sécuritaire. Au-delà des mesures sécuritaires, l'État apporte des vivres et non vivres, des soins médicaux aux victimes, il a déplacé ses victimes vers les zones sécurisées (zones d'accueils) de même l'État apporte des aides financières aux déplacés, prend en charge les femmes enceintes, l'éducation de leurs enfants et surtout les encourage et les sensibilise sur le terrorisme et l'extrémisme. Nous avons aussi les ONG qui contribuent au côté de l'État (Enquête de terrain, avril 2024).

Cette déclaration vient éclairer de façon générale les mesures adoptées et les actions de l'État togolais afin de faire face aux menaces des groupes armés terroristes sur son territoire, notamment dans la préfecture de Kpendjal.

En effet, les propos décrits par cet enquêteur exposent non seulement les mesures sécuritaires mises en place par l'État, mais aussi les mécanismes et les actions qu'il déploie afin de rétablir la paix dans cette localité du pays, ainsi que la contribution des ONG. Ces mesures sont en adéquation avec celles préconisées par P-H. S. Damiba (2021, p.73-94), pour qui :

Les dispositifs intérieurs de surveillance, les opérations militaires de contrôle des zones frontalières poreuses, de la coordination des services de renseignement, des structures conjointes de lutte contre le terrorisme telles que les forces multinationales constituent les principaux mécanismes militaires à mettre en œuvre pour prévenir et combattre le phénomène du terrorisme en Afrique de l'Ouest au Sahel.

P-S Handy, Mantongbada, Michael et F. A. Khadidiatou, (2021), dans leur rapport portant sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans l'espace francophone soutiennent les mêmes mécanismes. Leur rapport apprécie le dispositif sécuritaire dénommé opération Koundjoaré au Togo qui vise à prévenir, à dissuader les extrémistes violents et à lutter contre la menace des attaques terroristes. Les différents mécanismes sécuritaires mis en place par l'Etat togolais répondent au modèle théorique de M. Weber (1922) pour lequel, dans un pays moderne, seul l'Etat a le monopole de la détention des moyens de coercition et qui peut en faire usage si nécessaire pour maintenir l'ordre et ramener la paix. Ainsi, les attaques terroristes dans cette localité du pays constituent un affront à l'Etat togolais qui a laissé une partie du territoire aux mains des individus armés.

Les rapports de force dans cette préfecture s'expliquent par la lutte engagée par l'État pour conserver sa légitimité et rassurer les populations. En revanche, les groupes terroristes qui

exercent une violence illégitime cherchent à contester cet ordre et manipulent les populations à épouser les idéologies incarnées par la violence pour délégitimer l'Etat.

Conclusion

En définitive, la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans la préfecture de Kpendjal au nord du Togo, demeure un défi majeur qui entrave le développement socio-économique et la stabilité des populations. L'émergence et la persistance de l'extrémisme violent, portées par des groupes tels que le GSIM, AQMI, Boko Haram ou encore l'État Islamique au Grand Sahara, s'appuient sur des vulnérabilités structurelles profondes : pauvreté, chômage, mauvaise gouvernance, porosité des frontières et faiblesse des institutions étatiques. Ces facteurs, exacerbés par des conflits intercommunautaires et une absence de perspectives pour la jeunesse, facilitent le recrutement et l'enracinement des idéologies terroristes au sein des communautés.

Face à cette menace, des initiatives comme l'Alliance des États du Sahel (AES), les opérations militaires telles que Koundjoaré, ou encore les efforts de sensibilisation et d'appui socio-économique des ONG et des partenaires internationaux tentent d'apporter des réponses. Cependant, malgré ces mécanismes, la préfecture de Kpendjal reste exposée à des attaques récurrentes, comme celles de Tiwoli ou Sankortchagou, révélant l'ampleur des bouleversements dans la vie quotidienne des populations et l'aggravation de leur vulnérabilité. Ainsi, l'analyse des conditions de vie sous le joug de cette crise sécuritaire s'impose comme une nécessité pour comprendre ses effets profonds et envisager des solutions durables, capables de restaurer la paix et l'épanouissement dans cette région stratégique.

Cette recherche s'est donc attachée à examiner l'étendue du bouleversement de la vie socioéconomique par la crise sécuritaire dans la préfecture de Kpendjal au Nord-Togo. Pour y arriver, la recherche a combiné à la fois la méthode qualitative, quantitative, la recherche documentaire et l'observation directe. Les outils de collecte des données mobilisées sont le guide d'entretien, le questionnaire semi-structuré, qui sont combinés à la recherche documentaire par les fiches de lectures.

Au terme de la recherche, les résultats obtenus révèlent que l'avènement de la crise sécuritaire dans la préfecture de Kpendjal, a engendré un affaiblissement de l'accès à l'épanouissement et aux services sociaux de base des populations. De manière spécifique, les résultats montrent que la crise sécuritaire a entraîné un ralentissement des activités sociales et

économiques dans la préfecture de Kpendjal. Elle a également fragilisé la capacité de la population à répondre à ses besoins sociaux et économiques.

À la lumière des analyses, il apparaît que les mesures ont été déployées pour contrer les incursions terroristes dans cette préfecture. Ces mesures contribuent faiblement à instaurer la paix. La présente recherche ouvre des perspectives sur le questionnement de l'efficacité des mesures mises en place par l'État pour ramener la paix dans la préfecture de Kpendjal.

Références bibliographiques

Agence Nationale de la Protection Civile, 2022, *Plan d'action local de réduction des risques de catastrophes (2022-2026)* ;

BARRY A.B. et MARTINEZ L. 2016, *Étude sur la radicalisation et l'extrémisme, Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE)*

DAMIBA Paul-Henri Sandago, 2021, *Armées ouest-africaines et terrorisme : réponses incertaines* ? Paris, France, Editions les 3 Colonnes ;

FOUTEM Thierry Martin, 2021, « Femmes et terrorisme en Afrique : enjeux et perspectives pour une négociation qui stoppe les peines de la femme victime du terrorisme au Burkina-Faso », *Revue Africaine sur le Terrorisme*, vol. 11, n°3, pp. 57-72.

HANDY, Paul-Simon, MATONGBADA, Michael et KHADIDIATOU FAYE, Adja, 2021, *Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone : Cas du Togo* ;

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Géométriques, 2020, *Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages*.

Institut d'études de sécurité ISS, 2021, *Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone : Cas du Togo*.

ITRA, 2018, *Fiche d'information sur les indicateurs de la R&D agricole*, Lomé-Togo.

OURO BITASSE Eralakaza, MAGNETINE Assindah, AMANA Mazama-Essø, 2023, « Contribution des Organisations Non-Gouvernementales à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la région des Savanes au Togo », *Mélanges philosophiques*, Vo7

ONU, 2022, *Lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel : cadre juridique, technique d'enquête et coopération policière*. Rapport d'étude.

PNUD, 2016, *Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*. Rapport d'étude.

Gouvernement Togolais, 2023, *Programme d'Urgence pour la Région des Savanes, Résilience des populations de la région des Savanes qui subissent de fortes pressions sécuritaires dues à des incursions terroristes*. Rapport d'activité.

SAMBIANI Kountompoa, 2022, *Stratégies de préventions de l'extrémisme violent et persistance de la menace des groupes extrémistes dans la région des Savanes au Togo*, Mémoire de master, Université de Lomé.

UNDP, 2023, *Soldiers and Citizens: Military Coups and the Need for Democratic Renewal in Africa*, Studie Rapport